

— Afrique du Sud —

Les ghettos de l'apartheid

Le témoignage accablant d'un juriste



Johannesburg. Une frontière entre deux mondes.

La main-d'œuvre dont a besoin la minorité blanche sud-africaine, essentiellement pour l'extraction de l'or et du diamant, provient aujourd'hui de plus en plus largement des bantoustans (1) situés souvent à plusieurs centaines de kilomètres des grandes cités minières où là, une ségrégation gigantesque est mise en œuvre.

En effet les travailleurs noirs et leurs familles — quand ils en fondent une sur place, car les hommes mariés ne sont pas autorisés à quitter les banstoustans avec leurs familles — doivent habiter en dehors des villes dans d'immenses ghettos comme ceux de Soweto et d'Alexandra, townships créés à la périphérie de Johannesburg à la fin du siècle dernier. Les Noirs des townships sont munis d'un document particulier (« *reference book* » ou « *pass* ») indiquant, outre leur identité, leurs lieux successifs de travail et de résidence qui permettent aux autorités de police de provoquer des contrôles à tout instant dans les villes réservées exclusivement aux Blancs après la journée de travail.

A cet égard, on note une surveillance toujours accrue de la population noire des townships, comme le montre l'aug-

mentation des arrestations pour présence illégale à l'intérieur des zones blanches dont le nombre passe de 162 024 en 1981 à 206 022 en 1982.

Les conditions de vie à Soweto et à Alexandra illustrent encore de façon spectaculaire la politique de développement séparé des races menée en Afrique du Sud.

En sortant de Johannesburg pour rejoindre ces townships, on subit tout d'abord le choc que produisent les traversées successives des quartiers blancs — aérés et ombragés, construits de magnifiques villas entourées de hauts murs — et des ghettos noirs où s'entassent des logements misérables.

A Soweto, le plus grand ghetto de l'Histoire, 1 500 000 Noirs vivent dans des conditions d'hygiène et de confort effroyables.

La propagande sud-africaine y organise des visites touristiques qui rappellent celles qu'organisaient les nazis dans certains camps de concentration, où des bâtiments avantageux étaient montrés, voire visités.

La visite ordinaire fait apparaître une réalité toute différente, insupportable.

La ville se découvre dans un immense nuage de fumée et de poussière. En effet, les habitants de Soweto, privés d'électricité pour la plus grande part, sont contraints d'utiliser des appareils à charbon pour se chauffer, s'éclairer et faire la cuisine.

Seulement 15 % de la population possède depuis quelques années l'électricité et à l'exception de quelques grands axes éclairés, la ville est entièrement plongée dans l'obscurité la nuit.

Par ailleurs, seules les principales routes traversant la ville sont goudronnées. Toutes les autres voies de cette ville immense, tracée à angle droit avec un alignement uniforme de plusieurs centaines de milliers de maisons quasi identiques, sont en terre.

Il n'existe aucun système collectif pour l'évacuation des eaux usagées et l'eau, froide, doit être prise sur des robinets placés à l'extérieur des maisons.

La population vit ainsi, la moitié de l'année correspondant à la saison des pluies (septembre-mars) bien souvent dans la boue, et l'autre moitié dans la poussière.

Au-delà de Soweto, d'immenses casernes sont prêtes à intervenir à tout instant pour réprimer violemment toute manifestation comme celle du 16 juin 1976 où plusieurs centaines de Noirs ont été tués, pris sous le feu d'armes automatiques.

A Alexandra, la situation est encore pire pour plusieurs dizaines de milliers de Noirs : toute la ville est privée d'électricité et seuls des chemins de terre donnent accès aux habitations, des constructions précaires en planche et en tôle ondulée. Les dépliants touristiques sur Soweto mettent en valeur enfin une caricature de village africain construit dans la ville même, dont une des maisons est surmontée d'une énorme croix gammée.

Cette évocation de la culture noire, que domine symboliquement l'emblème nazi, n'a pas été du goût de la population de Soweto qui a banni le concepteur de ce village africain très spécial où se trouve illustré tout le mépris de l'apartheid à l'égard des Noirs.

A cet égard les municipalités de Soweto que vantent les autorités sud-africaines n'ont aucune représentativité. Elles sont élues par seulement 6 % de la population qui marque clairement son opposition à la mascarade démocratique que l'on veut lui faire jouer au pays de l'apartheid.(2). □

Yves LAURIN

Secrétaire de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme

(1) Territoires où Prétoria parque les populations non-blanches. Certains ont accédé à une indépendance totalement artificielle (NDLR).

(2) Article tiré d'un rapport de mission effectuée en juin 83 pour la FIDH, présenté à la sous-commission des droits de l'Homme de l'ONU en août.

— Pari —

Mettre sur pied des Assises

Lancer une initiative pas comme les autres, pour répondre à un fléau pas comme les autres : les 16, 17 et 18 mars, « Vivre ensemble avec nos différences ».

Que faire ? Mais que faire ? Le racisme ne monte plus en France, il grimpe, plus fort qu'Hinault au temps de sa splendeur dans le Tourmalet. En plus, culpabiliser les gens, leur faire les cornes, leur dire que le racisme, c'est pas beau, ça ne marche plus. On vous écoute poliment, on vous dit « oui-oui », et quand on croit que c'est gagné, arrive le « oui mais moi j'ai une cousine (une tante, un neveu, etc.) qui s'est fait voler son sac par un..... » (je vous laisse remplir les pointillés par la nationalité de votre choix).

Ces deux constatations, les militants du MRAP les ont faites dans leur assemblée générale du mois de juin dernier. Que

quotidien des gens, dans les associations, les partis, les Eglises, dans les M.J.C., les écoles, sur les marchés, sur le lieu de travail, auprès des municipalités, bref partout où des gens d'origine différente vivent ensemble. Du groupe d'initiation au flamenco au comité de locataires d'un « grand ensemble », voir les problèmes que pose, ou ne pose pas, la vie commune, les initiatives, les solutions, ou même les échecs : bref du concret, du tangible.

C'est ainsi que s'est dessinée l'architecture du projet : d'innombrables Assises locales, là où ça vit, ça discute, voire ça s'oppose, dont les débats et les conclusions seront collectés, rassemblés pour

mûri dans toute la France, le temps fort, à la fois convergence des réflexions recueillies, et tremplin pour des actions futures : les Assises nationales. Une inauguration où l'on attend les plus éminentes personnalités, une assemblée plénière, un samedi après-midi et un dimanche matin consacrés à des forums de réflexion, sans doute sur les thèmes suivants : habitat et conditions de vie, école et éducation, entreprise-travail-chômage-formation professionnelle, rôle des médias, histoires et cultures, participation à la vie politique et droits civiques.

Une clôture le dimanche après-midi, qui mettra en place un certain nombre d'initiatives à envisager dans toute l'année 1984, jusqu'à la Journée internationale des droits de l'Homme, le 10 décembre. Ces assises n'auront de sens que si tout le monde y participe. Les militants du MRAP auraient pu se rassembler douillement entre soi. Mais l'heure est au grand débat. Sinon c'est Le Pen qui s'en chargera à sa manière, qui n'est pas forcément la bonne.

L'appel aux assises se termine ainsi : « Nous sommes convaincus qu'il n'existe d'autre issue, sinon l'affrontement violent et généralisé, que de vivre ensemble dans la connaissance et le respect mutuels de nos différences. La France au fil des siècles a su accueillir de nouveaux arrivants qui sont aujourd'hui nos ancêtres, et, au nom de la plus élémentaire justice, il doit en être de même aujourd'hui ».

Vous, lecteurs, sachez que *Différences* ne veut pas rester sur le quai. Ce que nous pouvons faire, c'est vous exhorter à la participation massive aux Assises, locales et nationales. Plus on sera de fous à croire à la vie ensemble, plus on en fera rire jaune certains.

Jean ROCCIA

Tous renseignements au comité de préparation des Assises, au 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : (1) 806.88.00.

« Les militants antiracistes auraient pu rester douillement entre soi.

Mais l'heure est au grand débat.

Sinon, c'est Le Pen qui s'en chargera... »

voulez-vous qu'ils fissent ? Qu'ils constatent que les gens sont méchants, et partent cultiver leur jardin ?

Est plutôt née l'idée d'« Assises pour vivre ensemble avec nos différences ». Pour échapper au cercle vicieux de l'impuissance, deux seules solutions : d'une part mobiliser l'opinion démocratique, au sens le plus large qui soit, autour d'un projet, cohérent, ambitieux, et efficace. D'autre part faire de ce projet le lieu d'une réflexion en profondeur sur la société française, sur la réalité d'une présence durable des communautés étrangères en France.

Dès lors, comment éviter le prêche et les généralités autosatisfaisantes sur le racisme ? En allant chercher l'expérience là où elle se trouve, dans le vécu

de grandes Assises nationales du 16 au 18 mars prochain à l'UNESCO, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme (21 mars). Une accumulation de tranches de vie, dont la somme donnerait une sorte de radiocopie de la vie intercommunautaire en France en 1984.

Pendant toute cette préparation locale, des initiatives médiatiques pour la populariser, y amener le plus grand nombre possible d'acteurs : un appel signé par quantité de gens de tous les bords, l'association active, à égalité, de toutes les organisations possibles : partis, syndicats, Eglises, mouvements de jeunesse, associations d'immigrés, associations de solidarité, etc. Des affiches, des millions de tracts. Quand tout cela aura